

Bonne année 1789 !

A l'aube de cet an 1789, quinzième du règne de notre bon Roi Louis, qu'il me soit permis de vous souhaiter que l'année qui vient vous soit riche et bonne.

A n'en point douter nous aurons l'heur d'assister aux bons et beaux changements que notre bon Roi, avec l'aide divine, s'emploie à offrir au Royaume.

Certes, les difficultés sont grandes et moult obstacles obstruent la volonté réformatrice de notre bien aimé souverain, mais il nous faut en l'avenir foi garder.

Si, je ne sais par quel prodige, un sujet imprégné de l'esprit des Lumières, arrivait en ce jour d'hui, d'une province demeurée en l'état qu'elle était au jour de la disparition du roi Louis le quinzième, il trouverait le Royaume davantage à son goût qu'il eut pu l'être voilà peu encore.

Durant ces quinze années, de belles réformes nous furent baillées : abolition de la torture, abolition du servage dans le domaine royal, abolition aussi du péage corporel des juifs d'Alsace, promulgation de l'édit de tolérance des protestants.

Durant ces quinze années, le nom de la France fût haut porté et les navires de notre marine, désormais supérieure à celle de la perfide Angleterre, sillonnent et aujourd'hui dominent les mers et les expéditions scientifiques rapportent du monde entier les merveilles dont Dieu a doté notre terre.

Mais il faudrait expliquer à ce provincial soudainement apparu que depuis son accession au trône, le Roi, que l'on dit ouvert aux idées nouvelles, se battant contre la réaction, tenta vainement par d'audacieuses réformes de réduire l'abîme dans lequel a sombré le Trésor.

Il nomma Turgot contrôleur des finances, qui libéralisa le commerce du grain en abolissant les frontières intérieures. Que ces mesures réduisissent le déficit en encourageant le commerce et ainsi accrussent la richesse semblait alors une évidence mathématique pour les tenants de la chose économique, soucieux de faire apparoir de leur grand savoir.

Las, les mauvaises récoltes et les spéculateurs (la peste soit de cette engeance) eurent tôt fait d'engendrer la hausse des prix, l'appropriation par un petit nombre et le mécontentement du plus grand.

La volonté du ministre de réduire les dépenses de la Cour, les pensions de la noblesse et de remplacer la corvée, cette vieille contribution inique pesant sur les seuls paysans, par un impôt frappant la propriété y compris nobiliaire, liguait contre lui noblesse et parlements.

Le roi nomma alors un genevois, Neckèr, pour succéder à Turgot. Son état de banquier lui dicta une solution au déficit : noblesse et clergé se refusant de contribuer au bien être du Royaume autrement que par l'épée et la prière, il fit prêter monnaie au Trésor par des banques suisses et hollandaises. Mais il advint que le remboursement de ces emprunts toujours plus lourds provoquât davantage encore de pénurie d'argent. Calonne et Loménie de Brienne ne firent pas mieux et aujourd'hui, malgré le retour de Neckèr, les banques étrangères ne baillent plus crédit au Royaume. Les finances sont asséchées.

C'est pour trouver de nouvelles ressources que, pour la première fois depuis plus de cent cinquante ans, le Roi, l'an dernier, décida de convoquer les Etats généraux pour le mois de mai prochain.

Les cahiers de doléances déjà partout montrent l'état de lassitude du Tiers Etat face à un désœuvrement forcé, à la hausse des prix. Le peuple est las encore de tous ces privilèges, ces monopoles, ces rigidités, qu'il vit comme autant d'injustices. La noblesse vit sur le peuple sans contrepartie, elle s'accroche à ses privilèges, ses pensions et ses charges. L'Eglise qui non seulement ne paie pas l'impôt mais en sus prélève la dîme qui trop souvent est détournée par ses princes trop riches et parfois même cyniquement mécréants (le Roi ne dit il pas un jour « Il serait convenable que l'archevêque de Paris crût en Dieu » ?).

Pour l'heure, le pays semble irréformable tant il est tenu au licol par tous ceux qui, hier légitimes, sont devenus ses frileux mais féroces prédateurs.

Mais le royaume et le monde ont changé, l'esprit des lumières s'est répandu, les idées nouvelles se sont épanouies. Hélas, toujours et partout, le poids des privilèges et la peur d'un monde nouveau écrasent toutes tentatives de vrais changements.

C'est ainsi qu'il y a quelques décennies, en l'isle de Corse libérée du joug de Gênes, le peuple souverain s'est donné une constitution. A la tête du pays, un Conseil d'Etat élu par la Diète du peuple corse, elle même désignée par le vote de tous, femmes comprises. Mais la Corse fut bientôt annexée au Royaume et, sous la botte de nos régiments, ces idées libérales furent vite remises.

Il est vrai que la Corse compte moins du dixième en arpents de la lointaine île danoise d'Islande. Qui irait chercher un modèle dans de si petits pays ?

Sans parvenir aux excès corses qui, n'en déplaît à Dieu, relèvent tout de même de l'utopie de philosophes, il me plaît de croire que ces prochains Etats Généraux seront l'occasion de moderniser notre monarchie pour la rendre plus juste envers ses sujets.

Il est vrai que la dette est abyssale et toutes les solutions pour la réduire ont aggravé la crise. Le roi veut une grande réforme fiscale mais il n'y eut aucun ministre désireux de conduire une réforme entamant les privilèges à qui ne fût donné congé. La politique du Royaume semble désormais dictée par ses usuriers qui, par essence, ne sont point atteints par lesdites idées libérales.

Malgré son ouverture d'esprit, Sa Majesté n'entend autour d'elle que les croassements de ceux qui vivent d'une monarchie usée et en aucun cas ne la veulent changer par peur de ne plus exister ou pire, de devenir comme la populace, cette grande majorité des sujets : contraints à l'effort et à la solidarité.

Mais j'ai confiance en demain. Cette année qui s'ouvre est porteuse d'espérance et notre bon Roi saura faire entendre raison à sa noblesse et son clergé ; il saura écouter et il fera de ces Etats Généraux un moment d'apaisement et de douces mais fermes réformes qui ouvriront la voie vers une monarchie juste et moderne.

On a souvent reproché à mes chroniques de donner une vision angoissante de la situation du monde, de ne voir que la partie sombre des événements que j'y décris. Il est vrai que l'analyse des faits et singulièrement des lois et traités que, soi-disant en notre nom, l'on promulgue, ne laisse pas entrevoir une conception humaniste de la société en préparation. On y voit surtout cette « main invisible¹ » du marché qui est devenue la serre inflexible du prédateur.

Dans ces conditions, l'optimisme selon moi, n'est pas comme dans les médias bien pensants, de dire que l'on va humaniser le capitalisme ou que la technologie, telle un deus ex machina, va apporter une solution à tous nos problèmes. L'optimisme consiste à accepter et donc comprendre que ce système, devenu liberticide et mortifère, doit continuer son effondrement pour permettre à toutes les forces positives aujourd'hui étouffées, d'apparaître au grand jour pour construire ce monde nouveau que la grande majorité appelle de ses vœux.

En France en 2012, on a bougé un peu le curseur vers la gauche. C'est bien. Mais on s'est soigneusement gardé de changer la machine. C'est pourtant elle qui fait problème.

Malgré les signes aujourd'hui évidents de la faillite d'un système usé, nulle volonté des dirigeants d'apporter le vrai changement ne semble exister ; on continue, de gauche comme de droite, d'appliquer des emplâtres sur la jambe de bois parce que le bon docteur Diafoirus, cet éminent expert autoproclamé et donc incontesté, l'a dit².

Alors, plutôt que de vous redire une fois encore tout cela à travers l'analyse de la loi de finances ou du traité budgétaire, je me suis amusé à me mettre dans la peau d'un chroniqueur qui, en 1789, verrait les problèmes de la société d'alors. Problèmes étrangement semblables à ceux que nous connaissons aujourd'hui : dette abyssale, usure du système politique, blocage de la société et prise de conscience grandissante qu'autre chose est possible. Malgré ce, ce chroniqueur tellement bien formaté et soucieux de ne pas devenir aussi anxiogène que moi, veut croire - alors qu'il voit fumer la poudrière - que tout va s'arranger. La peur du vide est telle qu'il assure que les Etats Généraux à venir permettront de tout régler ... en déplaçant le curseur.

La grande majorité des futurs révolutionnaires pensait de même et ne remettait pas en cause l'entier système, elle ne songeait au plus, qu'à instaurer une monarchie constitutionnelle. Comme, finalement, la grande majorité d'entre nous aujourd'hui. On connaît la suite.

Mais plus de deux cents ans ont passé, la guillotine est remisee et de grandes figures tels Gandhi, Luter King, plus près de nous Aung san Suu Kyi, ont montré qu'une autre voie est possible. Sans doute une troisième est elle en train d'émerger et il ne tient qu'à nous de la faire vivre ... même s'il faudra sans doute passer par des zones de grosses turbulences.

Alors restons optimistes et bonne année 1789-2013 !

Me Simon

¹ Selon l'expression d'Adam Smith, fondateur du libéralisme économique, pour illustrer l'idée que des actions guidées par le seul intérêt personnel de chacun contribuent à la richesse et au bien-être de tous.

² <http://www.agoravox.fr/actualites/economie/article/le-fmi-s-est-trompe-pourtant-128662>